



nelle. On ne peut l'analyser qu'au prix d'un travail de résistance, de contre-interprétation vigilante, etc. Hegel avait raison de rappeler le philosophe de son temps à la lecture quotidienne des gazettes. Aujourd'hui, la même responsabilité exige aussi qu'il apprenne comment on *fait*, et *qui* fait les gazettes, les quotidiens, les hebdomadaires, les journaux télévisés. Il faudrait qu'il demande à voir de l'autre côté, aussi bien du côté des agences de presse que du côté du télé-prompteur. N'oublions jamais toute la portée de cet indice : quand un journaliste ou un homme politique semble s'adresser à nous, chez nous, en nous regardant droit dans les yeux, il (ou elle) est en train de lire, à l'écran, sous la dictée d'un « souffleur », un texte élaboré ailleurs, à un autre moment, parfois par d'autres, voire par tout un réseau de rédacteurs anonymes.

« [...] « Il faudrait » une culture critique, une sorte d'éducation, mais je ne dirai jamais « il faudrait », je ne parlerai jamais de ce devoir du citoyen autant que du philosophe sans y ajouter deux ou trois précautions de principe.

La première concerne la chose *nationale* [...] Parmi les filtres qui « informent » l'actualité, et malgré une internationalisation accélérée mais d'autant plus équivoque, il y a cet indéterminable privilège du national, du régional, du provincial – ou de l'Occidental – qui surdétermine toutes les autres hiérarchies (d'abord le sport, puis le « politicien » – et non le politique – puis le « culturel », par ordre de demande, de spectacularité et de lisibilité supposées décroissantes). Ce privilège secondarise une masse d'événements : ceux qu'on croit éloignés de l'intérêt (supposé public) et de la proximité de la nation, de la langue nationale, du code et du style national. À l'information, l'« actualité » est spontanément ethnocentrique, elle exclut l'étranger, parfois au-dedans du pays, avant toute passion, doctrine ou déclaration nationaliste, et même quand ces « actualités » parlent des « droits de l'homme ». Certains journalistes font des efforts méritoires pour échapper à cette loi, mais, par définition, on ne fait jamais assez, et cela ne dépend pas en dernière instance des journalistes professionnels. Il ne faut pas l'oublier, surtout aujourd'hui où de vieux nationalismes prennent des formes inédites en exploitant les techniques médiatiques les plus « avancées » (la radiotélévision officielle de l'ex-Yougoslavie n'en serait qu'un exemple saisissant). Soit dit en passant, certains ont cru devoir remettre en

question, il n'y a guère, la critique de l'ethnocentrisme ou, en simplifiant beaucoup l'image, la déconstruction de l'eurocentrisme. Ici ou là, c'est encore de bon ton aujourd'hui, comme si on restait aveugle à tout ce qui porte la mort au nom de l'ethnie, au cœur de l'Europe même, dans une Europe qui n'a aujourd'hui d'autre réalité, d'autre « actualité » qu'économique et nationale, et dont la seule loi, pour les alliances comme pour les conflits, reste celle du marché.

Mais la tragédie, comme toujours, tient à la contradiction ou à la double postulation : l'internationalisation apparente des sources d'information se fait souvent à partir d'une appropriation et d'une concentration des capitaux d'information et de diffusion. Rappelez-vous ce qui s'est passé au moment de la guerre du Golfe. Que cela ait représenté un moment exemplaire de prise de conscience, et, ici ou là, de rébellion, cela ne doit pas nous dissimuler la généralité et la constance de cette violence, dans tous les conflits, au Moyen-Orient et ailleurs. Quelquefois, une résistance « nationale » à cette homogénéisation apparemment internationale peut donc aussi s'imposer. Première complication.

Autre précaution : cette artefactualité internationale, cette monopolisation de l'« effet d'actualité », cette appropriation centralisatrice des pouvoirs artefactuels de « créer l'événement » peuvent aller de pair avec un progrès dans la communication « en direct » ou en temps dit réel, au présent. Le genre théâtral de l'« entretien » sacrifie, au moins fictivement, à cette idolâtrie de la présence « immédiate », en direct. Un journal préfère toujours publier un entretien avec un auteur photographié – plutôt qu'un article prenant la responsabilité de la lecture, de l'évaluation, de la pédagogie. Alors, comment faire pour ne pas se priver des nouvelles ressources du direct (vidéocaméra, etc.) tout en continuant à en critiquer les mystifications ? et d'abord en continuant à rappeler et à *démontrer* que le « direct » et le « temps réel » ne sont jamais purs : ils ne nous livrent ni intuition, ni transparence, aucune perception dépouillée d'interprétation ou d'intervention technique. Une telle démonstration fait déjà, par elle-même, appel à la philosophie.

Enfin, je le suggérais trop vite à l'instant, il ne faut pas que la déconstruction nécessaire de cette *artefactualité* serve d'alibi. Elle ne devrait pas céder à une surenchère dans le simulacre et neutraliser toute menace dans ce qu'on pourrait appeler le

leurre du leurre, la dénégation de l'événement : « Tout, dirait-on alors, et même la violence, la souffrance, et la guerre et la mort, tout est construit, fictionné, constitué par et en vue des dispositifs médiatiques, rien ne se passe, il n'y a que simulacre et leurre. » En menant aussi loin que possible une déconstruction de l'artefactualité, il faut donc tout faire pour se garder de ce néo-idéalisme critique et rappeler non seulement qu'une déconstruction conséquente est une pensée de la singularité, donc de l'événement, de ce qu'il garde finalement d'irréductible, mais aussi que l'« information » est un processus contradictoire et hétérogène ; elle peut et doit se transformer, elle peut et elle doit servir, comme elle l'a souvent fait, le savoir, la vérité, et la cause de la démocratie à venir, comme toutes les questions qu'elles commandent. Si artificielle et manipulatrice qu'elle puisse être, on ne peut pas ne pas espérer que l'artefactualité se rende ou se plie à la venue de ce qui vient, à l'événement qui la porte et vers lequel elle se porte. Et dont elle portera témoignage, fût-ce à son corps défendant.

[...] Si le temps nous en était donné, j'insisterais sur un autre trait de l'« actualité », de ce qui arrive aujourd'hui et de ce qui arrive aujourd'hui à l'actualité. J'insisterais non seulement sur la synthèse *artificielle* (image synthétique, voix synthétique, tous les suppléments prothétiques qui peuvent tenir lieu d'actualité réelle) mais d'abord sur un concept de *virtualité* (image virtuelle, espace virtuel et donc événement virtuel) qu'on ne peut sans doute plus opposer, en toute sérénité philosophique, à la réalité actuelle, comme on distinguait naguère entre la puissance et l'acte, la *dynamis* et l'*energeia*, la potentialité d'une matière et la forme définissante d'un *telos*, donc aussi d'un *progrès*, etc. Cette virtualité s'imprime à même la structure de l'événement produit, elle affecte le temps comme l'espace de l'image, du discours, de l'« information », bref tout ce qui nous rapporte à ladite actualité, à la réalité implacable de son présent supposé. Un philosophe qui « pense son temps » doit aujourd'hui, entre autres choses, être attentif aux implications et aux conséquences de ce temps virtuel. Aux nouveautés de sa mise en œuvre technique, mais aussi à ce que l'inédit rappelle de possibilités tellement plus anciennes.

[...] La dernière chose qu'on puisse accepter, à la télévision, à la radio, ou dans les journaux, aujourd'hui, c'est que des intellectuels y prennent leur temps ou qu'ils y perdent le temps

des autres. Voilà peut-être ce qu'il faudrait changer dans l'actualité : le rythme. Du temps, les professionnels des médias sont supposés n'en perdre aucun. Ni le leur ni le nôtre. À quoi du moins ils sont souvent sûrs d'arriver. Ils connaissent le coût, sinon la valeur du temps. Avant de crier au silence des intellectuels, comme on le fait régulièrement, pourquoi ne pas s'interroger sur cette nouvelle situation médiatique ? Et sur les effets d'une différence de rythme ? Elle peut réduire au silence certains intellectuels (ceux qui ont besoin d'un peu plus de temps pour les analyses nécessaires et n'acceptent pas de mesurer la complexité des choses aux conditions qu'on leur impose pour en parler), elle peut les faire taire ou faire recouvrir leur voix sous le bruit de certains autres – du moins dans les lieux où dominant certains rythmes et certaines formes de parole. Cet autre temps, le temps des médias, donne lieu surtout à une autre distribution, à d'autres espaces, rythmes, relais, formes de prise de parole et d'intervention publique. Ce qui est invisible, illisible, inaudible sur l'écran de la plus grande exposition peut être actif et efficace, immédiatement ou à terme, ne disparaissant qu'aux yeux de ceux qui confondent l'actualité avec ce qu'ils voient ou croient faire en vitrine sur « grande surface ». En tout cas, cette transformation de l'espace public oblige à travailler, et le travail se fait, je crois, il est plus ou moins bien perçu dans les lieux où on a trop l'habitude de l'attendre. Le silence de ceux qui lisent, écoutent ou voient les journaux, les analysent aussi, n'est pas aussi silencieux qu'il y paraît du côté où précisément ces journaux paraissent, deviennent ou rendent sourds à tout ce qui ne parle pas selon leur loi. Dès lors, il faudrait renverser la perspective : un certain bruit médiatique au sujet d'une pseudo-actualité tombe comme le silence, elle fait le silence sur tout ce qui parle et agit. Et qu'on entend ailleurs ou d'autre part, si on sait tendre l'oreille. C'est la loi du temps, elle est terrible pour le présent, elle laisse toujours à espérer, voire à compter avec l'impestif. Il faudrait parler ici des limites effectives du droit de réponse (donc de la démocratie) : elles tiennent, avant toute censure délibérée, à l'appropriation du temps et de l'espace public, à leur aménagement technique par ceux qui exercent le pouvoir médiatique.

Si je me permets toutefois cette pause ou cette pose, manière comme une autre, car ce sont des manières, oui, de penser son